



Le 5 mars l'université et la recherche s'arrêtent, contre la LPPR.

Le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur veut faire passer sa loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), l'ensemble de la communauté éducative et scientifique est vent debout contre. Sous couvert « d'excellence » la LLPR c'est notamment la précarisation à vie de l'ensemble des personnels de la recherche et la fin du statut d'enseignant-chercheur à l'université. C'est aussi le contrôle total, via les financements, de toute recherche en France par un organisme central, l'ANR, chargé au nom de « l'innovation » d'asservir la recherche scientifique publique à l'industrie avec un recours massif aux partenariats public-privé. On est dans une vision libérale et utilitariste de la recherche publique qui doit uniquement servir les intérêts privés de l'industrie. Pour les universités au bord du gouffre c'est une nouvelle compétition au financement et en leur sein la concurrence entre toutes et tous.

Pour l'université et ses personnels ayant déjà subi de trop nombreux plans d'austérité et au bord de l'asphyxie c'est le coup de grâce. Pour l'ensemble des étudiant-e-s déjà trop précarisés la LPPR aurait des conséquences néfastes sur l'organisation et la qualité des enseignements.

Nous exigeons : le retrait de la LPPR, la titularisation de l'ensemble des personnels précaires, une augmentation massive de bourses étudiantes.

L'intersyndicale du 35, CGT, FO, FSU et Solidaires se joint donc aux syndicats étudiants, Solidaires étudiant-e-s SL, FSE et Union Pirate pour appeler à la manifestation jeudi 5 mars à 12h à Rennes Ch de Gaulle